

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 16 MARS 1979 - N° 875

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Sadate et Begin acceptent le règlement de Carter

Les deux dernières propositions encore en suspens ont finalement été acceptées par le cabinet israélien. La paix séparée, qui pourrait être signée dans quelques jours, soulève les protestations unanimes de l'ensemble des pays arabes. En Cisjordanie les grèves et les manifestations se succèdent contre l'occupant sioniste.

Lire en page 7

## Où va l'Iran ? un mois après la chute du Shah

Aujourd'hui, début de notre enquête, première partie de l'interview de militants religieux proches de Khomeiny

Lire en page 8

## Congrès du PCF Les tribunes pour enfermer la contestation

Lire en page 3

**Dans le Quotidien du Peuple du samedi 17 mars**

**Contraires au sein du peuple :**  
Les révolutionnaires et l'Europe (suite)

**Enquête :**  
Après la grève des centres de tri de la région parisienne : le point avec les postiers

## Bavardages au Parlement, licenciements à Sacilor

### Le jour même de l'ouverture de la session extraordinaire, Sacilor-Sollac confirme 8 500 suppressions de poste

La session extraordinaire de l'Assemblée Nationale aura été conforme à ce qu'on pouvait en attendre : une cascade de manœuvres de couloirs, deux motions de censure déposées sans aucune chance de succès, et des discours, beaucoup de discours.

Les partis de gauche sont apparus plus divisés que jamais. Chirac a étalé une fois de plus sa faiblesse, celle qui consiste à critiquer le gouvernement sans oser s'y

opposer vraiment, et Barre a répété qu'il n'était pas question de changer de politique...

Et les chômeurs, les travailleurs qui luttent, les sidérurgistes, dans tout cela ? C'est soit disant pour examiner leurs problèmes que l'assemblée avait été convoquée. En fait, la duplicité des partis bourgeois est apparue au grand jour : pendant que les députés bavardaient, Sacilor donnait confirmation de 8 500 licenciements.

Lire en page 8

## Bretagne: un an après l'Amoco Cadiz LE PIRE PEUT TOUJOURS ARRIVER



Il y a un an, le 17 mars 1978, le supertanker *Amoco Cadiz* s'échouait dans la nuit face à ce petit village de la Côte Nord du Finistère : Portsall, qui ne se doutait pas encore que le pire venait d'arriver.

Un an après, nous avons tenté par un reportage dont nous commençons la publication aujourd'hui de répondre à ces questions : une nouvelle marée noire peut-elle arriver ? Quelles

sont les conséquences écologiques du drame ? Les pêcheurs ont-ils été indemnisés à la mesure des promesses d'alors ? Que pensent de tout cela les travailleurs concernés ? Au fil de notre enquête, une vérité apparaît un peu comme ce pétrole qu'on voit quand on creuse un peu le sable de la plage de Portsall : l'essentiel des problèmes et des risques demeure.

Lire en page 2

Un reportage  
Quotidien du Peuple

# Un an après la marée noire de l'Amoco Cadiz

## Timides mesures de réglementation UNE NOUVELLE MAREE NOIRE POSSIBLE ?

Reportage de Pierre CHÂTEL

Mars 78 : onze ans après le naufrage du *Torrey Canyon*, cause d'une marée noire de 30 000 tonnes, les responsables de la navigation et de la lutte anti-pollution affirmaient qu'un nouvel accident de ce genre était, depuis, rendu impossible.

Le 16 mars, déferlaient pourtant 230 000 tonnes sur les côtes bretonnes.

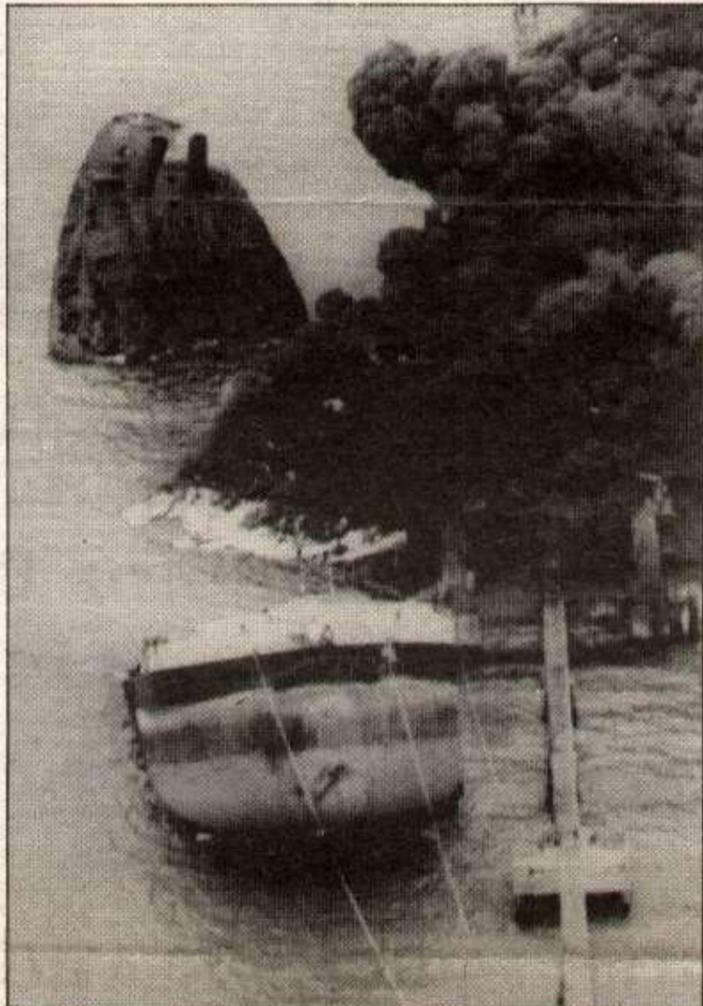
Aujourd'hui, si les responsables ont appris à être plus prudents quant à leurs propos, il reste que leurs mesures sont plutôt timides, et qu'une nouvelle marée noire est toujours possible, avec pratiquement les mêmes moyens pour lutter contre la pollution qui serait occasionnée.

«La pollution des côtes est le déshonneur de notre civilisation ; d'ici six mois, la circulation maritime sera canalisée et la surveillance aérienne accrue», voilà ce que disait Giscard en 1977, lors d'une visite pré-électorale en Bretagne. Réclamé depuis de nombreuses années par les pêcheurs et les habitants de la région, le report du «rail de navigation» a dû attendre encore de nombreux mois, et n'a été appliqué dans ses formes actuelles que le 1<sup>er</sup> janvier 1979. Entre temps, il y a eu bien sûr le naufrage de l'*Amoco-Cadiz* à la pointe du pays Léon.

Ce qu'oubliait de dire Giscard à ce moment aux Bretons, c'est que dans le cadre de la politique des économies d'énergie, une consigne demandait aux navires, et notamment à ceux transportant le pétrole, de «réduire systématiquement les distances en empruntant les trajets les plus courts». Si le «rail» n'était à ce moment qu'à trois miles nautiques (1 mile nautique = 1,6 km) ce n'était donc pas un hasard, mais bien le reflet d'une politique au rabais (les compagnies pétrolières facturent leurs heures de trajet), où les critères de sécurité sont volontairement limités, politique aux risques incalculés, dans le but aussi de préserver les intérêts des grandes compagnies pétrolières. Ce système permettait notamment une rotation plus rapide des navires, une meilleure rentabilité.

### Risques de collision

La révolte soulevée par l'échouage de l'*Amoco*, allait toutefois obliger le pouvoir à reconsidérer quelque peu le système de navigation. Le 21 avril était défini le nouveau «rail», dont l'application est entrée en vigueur ce 1<sup>er</sup> janvier. Un système qui, d'ailleurs, n'est pas la panacée. Le couloir montant (pour entrer dans la Manche) est porté de 3 à 5 nautiques au large d'Ouessant, puis un couloir de séparation du trafic avec le «rail» descendant. Enfin une voie spécialement réservée aux pétroliers montants, donc ceux qui sont



chargés, de 6 nautiques de large. Les pétroliers pleins, avec ce nouveau système, ne devraient donc plus être à moins de 27 nautiques lorsqu'ils passent au large d'Ouessant. Par contre les risques de collision à l'interpénétration des voies sont accrus de façon importante. Les trois voies créées au large de la Bretagne et les deux existantes à la pointe de l'Angleterre, aux Cornouailles, ne sont plus que deux au large du Cotentin et pour le passage du Pas-de-Calais. La place manque pour maintenir ces trois morceaux de rail... en attendant la création d'un couloir continu du large d'Ouessant à la mer du Nord.

Ces mesures en effet, si elles répondent à un souhait et à une urgence, ne peuvent être considérées sans référence à l'intensité du trafic dans la Manche. Près de trois cents navires empruntent chaque jour ce bras de mer, avec une moyenne de 4 pétroliers du tonnage de l'*Amoco-Cadiz*, soit 1 million de tonnes de pétrole qui transite dans cette mer, sans compter les minéraliers, les méthaniens et autres transports de produits dangereux. Entre 1971 et 1977, 18 collisions et sept échouements impliquant des pétroliers ont eu lieu dans le Pas-de-Calais. Et la Manche est considérée comme une zone de haut risque, avec ses forts courants, ses hauts fonds, ses conditions atmosphériques souvent mauvaises qui réduisent la visibilité.

### Radar aveugle

Or, les navires ont des tonnages de plus en plus importants, d'où une manœuvrabilité réduite, qui augmente aussi les risques

en cas d'urgence. Les super-pétroliers de 550 000 tonnes, sont ainsi beaucoup moins maniables que ceux d'un tonnage inférieur, et marquent une régression par rapport à la sécurité.

Parallèlement au nouveau système de navigation, un radar de surveillance va être prochainement mis en place à Ouessant. Mais alors que les pétroliers ne devraient plus passer à moins de 27 miles de Ouessant, la portée du nouveau radar ne sera que de 26 miles... C'est-à-dire qu'en cas d'avarie d'un pétrolier, la marine nationale ne sera avertie que lorsqu'il sortira de son rail...

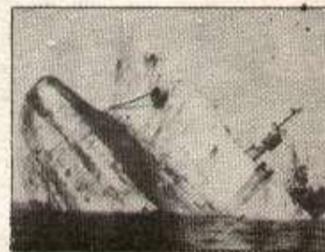
Une autre amélioration, mais qui n'est que formelle, est l'obligation pour la marine nationale d'intervenir en cas de nécessité, pour imposer à un navire déficient de se faire assister (obligation qui existait pourtant déjà au 16 mars 1978). Mais les moyens sont dérisoires et insuffisants. L'expérience faite par les

autorités, dans le courant de l'année, pour simuler le remorquage d'un pétrolier en difficulté, n'a rien démontré, malgré leur satisfaction. Ainsi, au début janvier, un pétrolier de 200 000 tonnes, le *Murex* (cf QdP du 19/1) en panne totale, a nécessité l'intervention de tous les remorqueurs stationnés à Brest, et l'opération ne s'est pas passée sans difficultés ; encore le temps était-il clément... et le pétrolier vide !

### Rentabilité oblige...

L'affaire du *Murex* révélait un autre problème. Les conditions de sécurité sont en effet dérisoires à bord de ces navires qui transportent des tonnes de produits dangereux. Pour les armateurs, ils doivent tourner... le plus possible. Pour ce faire, on limite les visites de sécurité, les réparations aux ports. Celles-ci sont faites maintenant en mer avec les moyens du bord. Le *Murex* repartait en mer après trois jours à quai. Sous la pression des armateurs et des compagnies qui affrètent les navires, les visites de carénage (1), qui impliquent une immobilisation, ont été espacées de 12 à 18 mois, puis à 24, pour certains navires tous les trois ans seulement... Les équipages sont réduits au minimum, réduisant d'autant les chances de succès rapides d'opérations d'assistance en mer qui nécessitent toujours de nombreux bras. Certaines compagnies envisagent de limiter les équipages sur les navires modernes à neuf hommes... (une trentaine actuellement). Que valent donc les nouveaux systèmes de navigation, si rien n'est fait pour empêcher les accidents à bord ?

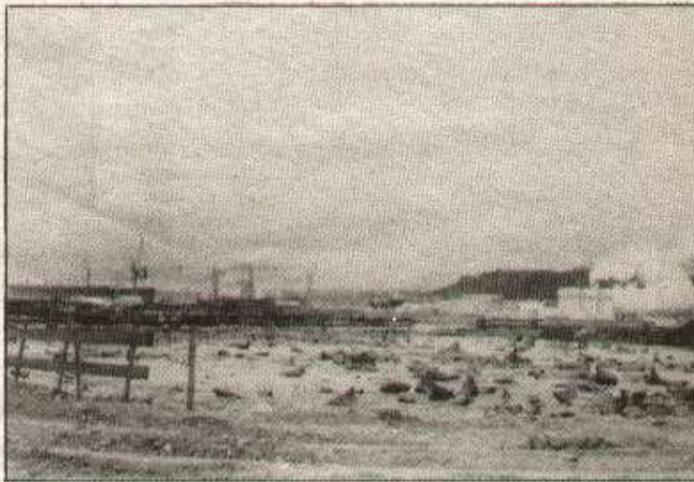
Alors, même si maintenant la



marine nationale surveille le trafic et dresse des procès verbaux, (il ne se passe pas un jour sans que des navires soient pris en infraction), les moyens d'intervention ne sont pas à la hauteur des risques encourus. Les pêcheurs de Bretagne sont d'ailleurs sceptiques quant au maintien en activité du navire et de l'avion de surveillance de la marine nationale dont les frais sont élevés et l'efficacité douteuse ; elle ne se fait que le jour, et la nuit autant de navires circulent...

### Les mêmes

Le naufrage de l'*Amoco* et la colère suscitée aurait donc imposé au pouvoir de prendre un minimum de mesures, sans pour autant, on le voit, supprimer tous les risques d'une marée noire ; nous reverrions alors le plan Polmar se dérouler dans les mêmes conditions que pour l'*Amoco*... C'est ce que nous a confirmé un des responsables de ce plan, qui était toujours en place dans les locaux de l'équipement du port de commerce de Brest. L'innovation consiste à mettre en place une nouvelle structure avec pour dénomination C.E.D.R.E. (Centre d'Etudes, de Documentation, de Recherche et d'Expérimentation) qui comprendra des personnalités de plusieurs organisations telles que CNEXO, l'IFP (Institut Français des Pétroles), l'équipement, la sécurité civile, la marine nationale et la marine marchande. Cet organisme devra tester et gérer un parc de matériel anti-pollution et mettre au point des scénarios d'interventions. Sur le papier, le plan Polmar avait été jugé triomphalement efficace : les autorités avaient essayé une application pour une marée noire d'un



### Les chauffards de la mer

Dans le Pas-de-Calais, zone de passage particulièrement étroite entre la Manche et la Mer du Nord, où circulent quotidiennement près de trois cents navires de tous tonnages, 9 110 infractions à la circulation ont été relevées en 1977 sur le radar de surveillance ! Seules 2 096 d'entre elles ont pu être effectivement constatées !

Quant aux suites judiciaires, elles n'ont concerné qu'une vingtaine de capitaines étrangers, et quatre capitaines français, certains autres se voyant l'objet d'avertissements ou d'amendes. Ces dernières s'élèvent théoriquement de 180 à 1 800 francs pour infraction aux règlements des autorités maritimes relatifs à la police de la navigation ; ou de 60 à 360 francs pour infraction aux règles de la route à suivre (c'est pratiquement toujours le tarif minimum qui est appliqué, les peines de prison ne l'étant quant à elles jamais)... De quoi, on le voit, décourager les plus têtus...

maximum de 15 000 de tonnes de pétrole... C'est 230 000 qui arrivaient sur les côtes avec l'*Amoco*. Là encore, on risque de n'avoir recours qu'aux «petites cuillères» en cas de nouvelle marée noire, le matériel existant (navires écremeurs) ne pouvant intervenir que par temps calme. Ou aux tonnes à lisiers des paysans...

Le responsable du plan Polmar tente de nous rassurer : «Un site de stockage (pour les déchets éventuellement récupérés) sera aménagé dans le port de Brest»...

(1) Vérification du bateau en cale sèche.

# Problèmes énergétiques

## LA CEE NEGOCIERA AVEC LES PAYS PRODUCTEURS

L'un des points les plus importants discutés lors du dernier conseil européen de lundi et mardi derniers était constitué par le dossier énergétique. La décision a été prise de procéder à des négociations avec les pays producteurs de pétrole. Cette initiative française, reprise par la CEE, aura cependant une application plus limitée que celle prévue à l'origine.

Lors de sa conférence de presse du 15 février dernier, Giscard avait annoncé qu'il proposerait ce point à l'ordre du jour du Conseil européen.

L'acuité du problème tombe sous le sens : les pays d'Europe occidentale dépendent, pour la quasi totalité de leurs approvisionnements pétroliers, des pays de l'OPEP. Ils se trouvent donc face à ces pays, dans une situation très différente de celle des deux superpuissances, qui disposent de ressources pétrolières sur leur territoire.

Dans ce cadre, les Neuf avaient été amenés, sous la pression de la lutte des pays producteurs de pétrole, à prendre des positions communes sur la question du Moyen-Orient, qui affirmaient la nécessité de

tenir compte des intérêts du peuple palestinien. La conférence Nord-Sud, fin 1975, avait tenté de définir de nouveaux rapports entre le second et le Tiers Monde, mais les bonnes intentions exprimées à cette occasion n'avaient guère débouché.

Aujourd'hui, alors que les pays producteurs de pétrole exigent une hausse du prix du pétrole pour tenir compte de la hausse des produits finis qu'ils importent, les pays d'Europe occidentale se trouvent acculés à renégocier leurs rapports avec les pays producteurs de pétrole. L'urgence se pose d'autant plus après le changement de régime en Iran. Quoique ce pays ait repris ses livraisons de pétrole à l'ensemble de ses clients (à l'exception d'Israël et de

l'Afrique du Sud), il est à prévoir qu'il sera plus exigeant que le régime précédent dans ses revendications de prix.

### UNE PROCEDURE DE CONCERTATION

Le Conseil européen a décidé d'ouvrir une concertation avec les pays producteurs, idée qui avait été formulée par certains membres de l'OPEP. Cette proposition comprend une limite dans le fait que rien de précis n'a été décidé quant à la procédure de cette négociation : simplement, la France, qui préside actuellement la communauté, est chargée de prendre des contacts. Le cadre des négociations n'est pas fixé de manière plus contraignante.

Autre mesure décidée : favoriser, au niveau communautaire, les économies d'énergie. La consommation communautaire de pétrole, actuellement de 500 millions de tonnes par an, sera réduite en 1979 de

5 %. Plus inquiétant : les Neuf se sont affirmés disposés à accélérer les programmes de production d'électricité d'origine nucléaire.

Enfin, une centrale solaire expérimentale sera construite en Italie : il s'agit là, en fait, de la résurgence d'un vieux projet, longtemps retardé, mais qui, par ses dimensions limitées, ne constitue qu'une parcelle infime des projets communautaires en matière d'énergie. C'est l'énergie nucléaire, avec tous ses dangers dans sa mise en œuvre actuelle, qui constitue pour les bourgeoisies d'Europe occidentale la principale énergie de remplacement, même si certains participants au Conseil insistent sur d'autres énergies, l'Allemagne sur le charbon, et l'Angleterre sur le pétrole de la Mer du Nord. C'est encore le représentant de la bourgeoisie française qui s'est montré le plus chaud partisan du nucléaire.

François NOLET

## ● Cantonales : Quelques magouilles

Quelques faits récents viennent de rappeler des aspects intéressants de mœurs politiques de la bourgeoisie. C'est ainsi que, dans deux cantons de Charente-Maritime, la droite, pensant n'avoir aucune chance, ne présente pas de candidat. Des candidats du PS et du PCF se trouvent donc seuls en lice, le candidat PS pouvant espérer faire le plein des voix de droite.

A la Réunion, la droite avait trouvé un moyen original de combattre une candidature de gauche. Un employé de la municipalité de Saint-Denis de la Réunion (dont le maire est suppléant de Michel Debré) s'était trouvé présenté comme candidat à son insu. Cet employé est l'homonyme du candidat du PC réunionnais (révisionniste). On comptait sans doute détourner des voix en jouant sur la confusion...

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Pour toute modification de la diffusion du Quotidien du Peuple, téléphoner tous les jours de 14 heures à 18 heures.

## Tribunes de discussion du 23ème congrès dans la presse du PCF FAIRE APPARAÎTRE LA CONTESTATION POUR MIEUX L'ENFERMER

Les tribunes de discussion publiées jusqu'au 8 mars dans *l'Humanité* et dans *France Nouvelle*, s'inscrivaient toutes dans la ligne de la direction.

L'accumulation des critiques, l'intention des oppositionnels de rendre publiques les tribunes refusées, mais surtout la nécessité pour le PCF de faire paraître les contestations pour mieux les enfermer ont donné aujourd'hui un nouveau cours à la publication des tribunes. Celles-ci sont maintenant de trois types : celles bien dans la ligne qui nient les critiques ou tentent de les réfuter, celles qui émettent des réserves ou formulent des propositions sans grandes conséquences pour mieux approuver les orientations du texte préparatoire, enfin celles qui développent des critiques plus sérieuses.

### L'ATTITUDE VIS-A-VIS DU PS VIVEMENT CONTESTÉE

Les critiques sont de deux ordres : sur la politique d'union et sur la nature du PS.

Jean Rony, rédacteur de *France nouvelle*, affirme : « les intentions des dirigeants socialistes expliquent mal le déséquilibre de la gauche au profit du PS... Nos défauts me semblent y avoir aussi concouru ». Il souhaite par ailleurs que « l'analyse du PS soit affinée ». J. Gales de Toulouse va dans le même sens en faisant remarquer que le projet « ne fait pas apparaître la nature contra-

dictoire du réformisme qui se traduit dans l'activité du PS ». A. Spire insiste aussi sur la « diversité du PS ».

D'un autre côté, le même jour, G. Enaud de Nantes et G. Lacombe du 20ème arrondissement de Paris s'attaquent à la politique d'union de la gauche car elle « renforce le courant réformiste et contribue objectivement au sauvetage du capitalisme ». Mercredi 14 la cellule R. Giros des Bouches-du-Rhône approuve ces contributions. En publiant de tels points de vue critiques opposés à celui de Rony, la direction met en présence deux thèses extrêmes pour faire apparaître son analyse comme faisant la part des choses. Méthode qui n'exclut pas les attaques directes par tribune interposée (cf contribution de Milsom, le 14).

### LE BILAN DE L'URSS N'EST PAS GLOBALEMENT POSITIF

Dans sa tribune de vendredi 9 Antoine Spire, encore directeur commercial des Editions Sociales, critique vivement la politique extérieure de l'URSS : « que penser du rôle de l'URSS en Ethiopie contre le combat émancipateur du peuple de l'Erythrée ? », et les attaintes aux libertés dans ce pays. Une tribune du

*l'Humanité* du vendredi 9 comme celle du 12, publient des tribunes très critiques envers les textes préparatoires. C'est aussi bien la politique d'union



Marchais laisse à Plissonnier, responsable à l'organisation et secrétaire du Comité central, le soin de choisir les tribunes.

lendemain, à coups de rappel des condamnations générales par le PCF de ces atteintes aux libertés, dénonce la « dérobade de Spire » (celui-ci hésite à parler de bilan négatif) pour mieux éviter les questions qu'il pose.

A. Vacher des Côtes-du-Nord fait l'énumération des aspects portés à l'actif de l'URSS par le PCF et n'en relève qu'un — le « plein emploi » — qui ne s'appliquerait pas aux pays occidentaux. C'est Anicet Le Pors, économiste du PCF, qui répond en dénonçant les « réactions infantiles » et réaffirme le caractère « globalement positif » du « bilan économique des pays socialistes ». Son principal argument

pour affirmer le « poids essentiel » de ces pays dans l'évolution des relations économiques internationales est d'affirmer qu'« ils sont parvenus à développer entre eux une coopération poussée ». Si poussée que l'URSS arrive à vendre plus cher son pétrole aux pays de l'Est qu'à ceux de l'Europe occidentale.

### APPRECIATIONS UNILATERALES ET ECLECTISME DES AFFIRMATIONS

A. Spire critique « les expressions unilatérales » qui paralysent l'analyse. La notion de « guerre idéologique » donne une « vision manichéenne » « mécaniste »

avec le PS, l'attitude vis-à-vis des pays de l'Est, que la façon de mener le débat voire la stratégie du PCF, qui sont mises en cause.

de la lutte idéologique. La notion de « virage à droite » permet de « condamner par avance la totalité de l'activité socialiste ». Enfin l'expression « bilan globalement positif des pays socialistes » fait faire l'économie d'une réflexion sur la nature réelle de ces pays.

Le 12, G. Labica, membre du comité fédéral des Hauts-de-Seine, dans un texte abondamment argumenté, qualifie le projet de résolution de « non-amendable ».

Sur quatre grandes questions : la crise, le rapport de forces international, l'union de la gauche et la stratégie du PCF, il montre que le projet est constitué d'une « juxtaposition de propositions contradictoires ». Ainsi par exemple le nouvel article premier des statuts précise que « l'adhésion au matérialisme n'est pas une condition d'admission au parti » alors que par ailleurs est toujours affirmée la référence au matérialisme dialectique, au « socialisme scientifique ». Labica dénonce le caractère éclectique,

antidialectique de ce projet de résolution et met en évidence les avantages qu'une telle pratique offre à la direction : faire semblant de tenir compte des différents aspects de la réalité, satisfaire tous les militants, être sûr plus tard « de se vanter d'avoir eu raison » au moins partiellement.

Faute de rapporter « cette coexistence de thèses opposées » à l'évolution du PCF, Labica laisse un doute sur le contenu réel des propositions du PCF, loin de s'inscrire dans une perspective révolutionnaire. Cependant cette contribution porte une forte accusation à la démocratie des débats au PCF et montre que le PCF a de plus en plus de difficultés à ajuster sa propagande à la réalité.

Figurer les débats par des formules toutes faites ou faire croire à chacun qu'il a raison, voilà deux procédés caractéristiques de la fausse démocratie qui règne au PCF.

Didier DELORME

### PRECISION

La page sur les cantonales en Seine-Saint-Denis, publiée dans notre édition datée du 15 mars, comporte une carte non légendée. Les cantons grisés sont ceux gérés par le PCF. Les cantons renouvelables sont les seuls à être nommés précisément. Des trois cantons de Montreuil, seul celui marqué du O (Montreuil Ouest) est renouvelable.

## LUTTES OUVRIERES

## ● Des licenciements en Franche-Comté

Le chômage pèse toujours sur plusieurs usines de la région sans parler de Mischler (95 licenciements et pré-retraites), de la SIFOP (Créusot-Loire) où 69 licenciements sont prévus et où dès maintenant, a lieu une semaine de chômage partiel. L'usine d'horlogerie Mercier à Morteaux (Haut Doubs) est toujours menacée. On parle également de 150 licenciements à l'usine Thomson-CSF, Orega, dans le Jura. Plus que jamais, une riposte efficace s'impose !

Corr. BESANÇON

## ● Cadences infernales connais pas

La directrice d'Antoinette condamnée à 600 F d'amendes et 3 000 F de dommages et intérêts au profit de la société Playtex.

Antoinette avait publié dans le cadre d'un colloque de la CGT sur la santé un livre blanc d'ouvrières de Playtex sur les troubles nerveux dus aux cadences infernales dans leurs usines.

Le tribunal n'a pas voulu tenir compte des enquêtes médicales précises présentées par la revue Antoinette. Il s'est borné à constater que les témoignages et les documents n'ont pas apporté la preuve de ces affirmations (le tribunal parle «d'allégations»).

## ● 1 000 licenciements à la Compagnie Générale Maritime ?

Un millier de travailleurs pourraient être licenciés à la Compagnie Générale Maritime. Ces licenciements seront inévitablement occasionnés par la réduction importante du nombre de navires que la compagnie entend continuer à entretenir. A elle seule cette compagnie est censée représenter 30 % de la marine marchande française. Les propositions de certains responsables de la CGT se résument très bien dans ce slogan : la crise n'est pas fatale, il faut transporter français !...

## Rebelles n° 15 est paru



## SOMMAIRE :

- Courrier
- Lycée en lutte
- On en discute dans Rebelles : les autonomes
- Editorial
- Avoir 20 ans en Lorraine
- Stages Léo-Lagrange : gardiennage de jeunes chômeurs
- Marche des jeunes contre le chômage, luttes de la jeunesse
- Insurrection armée à Téhéran
- International
- Rock and pol... (Interview Flush)
- Musique
- Les jeunes et la Commune

Passez vos commandes à : Rebelles - 57 rue Ordener - 75 018 - Paris

# RENNES : DES OUVRIERS DE LA SPLI DEVANT LE TRIBUNAL MERCREDI

A 14 heures, mercredi, une centaine de personnes sont rassemblées devant le tribunal de Rennes, pour le procès des délégués de la SPLI. Il faut savoir que les Unions locales CGT et CFDT n'avaient apporté aucun soutien aux délégués menacés de payer 2,8 millions d'anciens francs pour avoir occupé l'usine l'an dernier, pendant trois mois et demi. Certaines sections syndicales avaient néanmoins apporté leur soutien aux travailleurs de la SPLI.

Les inculpés attendent le début du procès qui doit passer en troisième position. A 15 h 30, la manifestation de plusieurs milliers d'étudiants contre l'expulsion d'étudiants étrangers viendra apporter son soutien aux travailleurs. Un début de popularisation de la lutte de la SPLI a été fait ces derniers jours : un montage diapo a été projeté avec un certain succès dans les facultés en grève. La présence des UL CGT et CFDT dans le cortège étudiant a suscité chez les ouvrières de nombreuses interrogations : «Pourquoi ne sont-elles pas aussi présentes ici ?».

A 16 heures, le journa-



liste du Monde sort du tribunal et apprend aux travailleurs... que le procès est terminé et que le jugement sera rendu le 11 avril. Colère parmi les travailleurs et les inculpés qui, à aucun moment, n'ont été avertis par leur avocat (qui est celui de la CGT) du début du procès. A sa sortie, l'avocat se fait interpellé par les ouvrières de la SPLI. Il donne alors des explications confuses :

il ne savait pas qu'il y avait un rassemblement de la SPLI alors que lorsqu'il est entré, le rassemblement était commencé et qu'il a très bien vu la manifestation étudiante... Il n'a pas pensé à aller les chercher. De toute façon, il ne voyait pas l'utilité de la présence des inculpés. Sa conception de la défense apparaît clairement : entre hommes de loi on peut mieux s'arranger qu'en

présence d'ouvriers, surtout quand ils sont combattifs comme ceux de la SPLI. L'avocat de la CGT a donc écarté délibérément les inculpés de leur procès. Le problème des travailleurs de la SPLI va être désormais de s'organiser contre les éventuelles saisies, — si le tribunal inflige de fortes amendes aux délégués — et de riposter plus largement contre le chômage.

Correspondant

# LE CHÔMAGE FRAPPE AUSSI LE 13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS

Le numéro du mois de mars du Canard du 13<sup>e</sup> publie l'enquête suivante sur le chômage dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

«L'heure du chômage sonne aussi dans le 13<sup>e</sup>. Premier secteur concerné : la téléphonie.

Trois entreprises sont concernées :

— L'AOIP, rue Charles Fourier, l'ancienne coopérative ouvrière, spécialisée dans les centraux téléphoniques, compte aujourd'hui plusieurs établissements en France, en tout 5 000 travailleurs. A Paris, ils sont près de 2 000. Voici un mois, la direction annonce 1 700 suppressions d'emplois dont au moins 200 à Paris. Motif : le passage accéléré au tout électronique nécessiterait moins d'emplois. Au début ces licenciements étaient annoncés comme progressifs (d'ici 1982), disait-on à la direction. Mais dès le début du mois de février, plus de 400 ouvriers se sont retrouvés au chômage partiel à 28 heures et près de 200 à 32 heures. Quant aux usines de province, comme Morlay et Guingamp, les licenciements seront plus importants,

près de 1 000 travailleurs.

— La S.A.T., rue Cantagrel : là encore il s'agit d'une entreprise de moyenne importance comparativement aux grands groupes comme Thomson et I.T.T. Ils sont 5 000 en France dont 2 000 là encore dans le treizième. Pour l'instant, la direction n'a encore rien rendu public. Tout juste une petite phrase du directeur dans le journal Les Echos, disant : «malgré les résultats excellents de l'année 1978, il sera difficile d'éviter 1 500 suppressions d'emplois». On en est là, mais c'est suffisant pour éveiller l'attention des travailleurs de la S.A.T. qui sont sur le qui-vive.

— L.M.T., une filiale d'I.T.T., rachetée par Thomson en 1976, son travail consiste à installer des centraux téléphoniques ; la particularité de cette entreprise est d'avoir créé de multiples filiales sous-traitantes qui embauchent une proportion considérable de travailleurs intérimaires qu'elle licencie dès qu'elle n'en a plus besoin sur place.

Dans le cas de L.M.T., la société de camouflage, la SOCERMAT. Elle em-

bâchait près de 200 intérimaires pour l'installation du central téléphonique de Montsouris, bd Kellermann. Ils sont en tout plus de 2 000 à travailler sur ce chantier.

Et puis, le 12 janvier, sans préavis d'aucune sorte la SOCERMAT est liquidée avec ses 200 intérimaires.

Les faits sont là. Ils débordent bien sûr le treizième, puisqu'en France toute la branche de téléphone est touchée. Près de 15 000 emplois supprimés sur les 60 000 que compte la branche. «C'est une sidérurgie bis» nous disent les syndicalistes de l'A.O.I.P.

Comment réagissent les travailleurs ?

Pour l'instant, là où les licenciements ne sont pas encore effectués comme à l'A.O.I.P., c'est une guerre de harcèlements. Débrayages plusieurs fois dans la semaine, manifestation devant le ministère des PTT qui leur assure (pas pour longtemps donc !) 90 % de leurs débouchés.

A la S.A.T., on attend des précisions. Les syndicats sont sur le pied de guerre : «avec l'exemple de la Lorraine et du Nord, on a compris. Ils ne nous

feront pas de cadeaux en face. Il ne faut pas qu'ils comptent qu'on se laissera faire nous non plus».

A la SOCERMAT, la lutte est déjà beaucoup plus vive. Depuis un mois, les travailleurs licenciés viennent tous les jours avec l'appui des autres sur les lieux de travail pour travailler normalement. Ainsi, mercredi 14 février, un rassemblement de solidarité a eu lieu à Montsouris. Plus de 3 000 personnes étaient là le matin à 9 heures. «Ce fut un succès. Nous ne sommes plus seuls à nous battre. L'unité entre les intérimaires et les autres commence à se faire, c'est un très bon signe pour la suite».

Au-delà de ces réactions différentes selon que les travailleurs sont confrontés directement ou non aux menaces sur l'emploi, les questions que j'ai rencontrées sont partout les mêmes.

«Il va falloir nous battre comme dans le Nord, en Lorraine ou dans le Rhône. Mais pour cela il faut qu'on se rencontre entre les différentes boîtes, il faut élargir la lutte sur toute la branche et les régions touchées».

# IBM : UNE LIBERTE TRES SURVEILLEE

## COMMUNIQUE

«Etant employés par la première entreprise mondiale d'informatique, nous sommes particulièrement concernés par ses applications. Nous sommes conscients de l'utilité de l'ordinateur dans bien des domaines (gestion, recherche, automation...) mais nous sommes inquiets de l'utilisation que l'on peut faire d'un tel outil dans le cadre du contrôle de la répression. Cela nous concerne d'autant plus que notre organisation syndicale a toujours lutté pour préserver les libertés aussi bien individuelles que collectives, professionnelles ou privées.

Nous voulons ici plus particulièrement attirer votre attention sur l'utilisation qui est faite de l'informatique dans notre entreprise. Sous prétexte de sécurité industrielle, la direction d'IBM a décidé de mettre en place un contrôle des individus par badges magnétiques personnalisés. Aucune justification sérieuse n'a été fournie au personnel ni aucune garantie quant au respect des libertés individuelles. De nombreux informaticiens sont très inquiets quant aux risques que comporte

une telle décision.

Dans un premier temps, la direction fait équiper les portes des bâtiments et celles de chaque salle dite «sensible» de systèmes d'ouverture par lecteurs magnétiques commandés par ordinateur. Chaque employé possède un badge magnétique personnalisé et ne peut commander que l'ouverture de certaines portes, l'entrée aux autres endroits lui est refusée. Des systèmes d'alarme sont mis en place, les caractéristiques des badges magnétiques sont enregistrées (numéro matricule, heure et le lieu de passage). Le nombre des informations ainsi collectées par personne est illimité ainsi que les programmes de traitement de ces informations.

Il est à noter que la direction a d'ores et déjà fait savoir qu'elle refusait de fournir des badges «passe-partout» aux délégués du personnel, s'opposant ainsi à leur libre circulation, donc à la loi.

Nous insistons sur l'aspect mystificateur de la sécurité industrielle, seul prétexte invoqué. Actuellement un service de gardiennage assure 24 heures sur 24, sept jours sur sept,

un contrôle à différents points et accès du site; une méhari kaki avec antennes radio patrouille; des hommes avec talkie-walkie et veste brune défilent dans les couloirs; des commandos spéciaux «Audit Sécurité» font des descentes régulières... Bref, ils sont tellement absorbés par la «sécurité industrielle» que cela laisse tout loisir aux voleurs de voiture pour agir en plein jour.

Nous tenons à signaler aussi un nombre croissant de caméras disposées sur le site, toutes reliées à une salle de contrôle (Sécurité ???). Enfin, et de façon plus discrètement «confidentielle», une caméra était installée à IBM Montpellier dans une fausse bouche d'aération d'un vestiaire de l'usine.

Il est clair que le but recherché est d'isoler les individus, de créer un climat d'insécurité et de suspicion et éventuellement de contrôler l'emploi du temps exact de chacun de nous.

Il faut bien avoir à l'esprit que cela n'est qu'au stade de l'ébauche et que chacun de ces contrôles sera plus affiné au fil des

années. De nombreuses applications qui ne sont aujourd'hui que des présumptions prendront forme (reconnaissance de voix par ordinateur, circuits vidéo associés à l'entrée des bâtiments).

Devant l'intransigeance de la direction et pour dénoncer ses projets contraires au respect le plus élémentaire des libertés, nous vous demandons de bien vouloir de par vos fonctions, informer l'opinion publique de nos craintes. Ceci concernera à plus ou moins longue échéance tout le monde du travail et le risque est l'installation pour demain d'une société policière, omniprésente et étouffante (voir 1984 de George Orwell)... Beaucoup d'entre nous à IBM-Corbeil, ressentons déjà cette vie étouffante de façon confuse. C'est pourquoi nous alertons les autres travailleurs de la menace sur le peu de liberté conquise dans la vie à l'entreprise, menace que nous avons le «privilège» d'inaugurer dans notre usine de Corbeil.

Section UFICT-SNCIM  
Syndicat CGT  
IBM Essonne

## Lycées en grève dans la région parisienne

Mercredi 14 mars se tenait une coordination lycéenne :

— Le CET de Colombes était en grève.

— Dans le Val-de-Marne, la mobilisation des lycéens est importante :

• Les élèves du lycée Langevin Vallon se sont massivement mis en grève avec leurs professeurs (SGEN-CFDT) contre les nouvelles suppressions de postes envisagées. Quelques jours plus tard, les gars du LEP tout proche se sont joints au mouvement.

• Une coordination du Val-de-Marne se met en place, elle regroupe notamment sept lycées qui se sont mobilisés dans la période (Jean Macé, Chérioux...).

• Lundi, le rectorat doit

répondre aux revendications. Sans illusion, les lycéens se préparent à des actions «dures».

Par ailleurs, les 14 lycées présents à la coordination parisienne ont décidé d'appeler à une nouvelle coordination qui doit réunir davantage de lycées le mardi 20 mars à 18 heures, à Jussieu.

Les propositions sont les suivantes :

— Journée d'action lycéenne le 22 mars contre les suppressions de postes, pour les conseils de classe publics, etc.

— Grève de soutien aux sidérurgistes et contre l'avenir de chômage le 23 mars et participation du cortège lycéen à la manifestation des travailleurs à Paris.

## Toujours sûr, le nucléaire ?

### L'ADMINISTRATION AMERICAINE FAIT ARRETER CINQ REACTEURS NUCLEAIRES : QUATRE SONT DU TYPE EMPLOYE EN FRANCE

Jugeant que le système de refroidissement de certains réacteurs nucléaires pouvait devenir inopérant en cas de tremblement de terre, l'administration américaine a décidé d'un arrêt immédiat de cinq d'entre eux. Selon la commission qui a pris cette décision (Nuclear Regulatory Commission), il y eut erreur de programmation lors du dessin des centrales. Cette erreur se manifeste par une faiblesse des supports des tuyaux du circuit de refroidissement. Or si le circuit lâche, le refroidissement ne pourrait plus être assuré, le cœur pourrait être amené à chauffer inconsidérément, et à créer des réactions pour le moins incontrôlables.

Les réacteurs sont arrêtés maintenant pour plusieurs mois, le temps pour les techniciens de remédier à ce défaut... Quatre des réacteurs arrêtés sont du type à eau pressurisée (PWR), les mêmes que construit Framatome pour la France. Or la centrale américaine de Beaver-Valley, touchée par la décision américaine, a servi directement de référence pour la construction des réacteurs installés dans notre pays sous licence américaine. EDF affirme pour sa part que les calculs effectués par ses services ne tenaient pas compte de ceux publiés par les Américains... EDF, il est vrai, a appris à nous rassurer avec des arguments de choc...

## Poursuite des grèves à EDF

Le mouvement déclenché le 8 mars par les électriciens CGT et CFDT pour protester contre les sanctions infligées, pour faits de grève, à 28 agents de l'EDF se poursuit.

La centrale thermique de Brennilis dans le Finistère a été totalement arrêtée. Celle de Cordenais ne produit que 10% de sa capacité habituelle.

La CGT et la CFDT appellent les électriciens à des arrêts de travail chaque jour entre 10 heures et 11 heures et vendredi à quatre heures de grève.

La CFDT a d'ores et déjà décidé de poursuivre le mouvement la semaine prochaine, elle appelle la CGT à se joindre à elle pour étendre la grève à tout le personnel EDF.

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyer au Quotidien du Peuple BP 275  
75 924 Paris Cedex 19

## Dans l'Education nationale BEULLAC VOUDRAIT SUPPRIMER 30 000 POSTES

A l'appel du SNI, plusieurs milliers d'instituteurs venus de toute la France ont manifesté mercredi à Paris contre les réductions de postes envisagées par Beullac. Dans certains endroits la situation risque d'être particulièrement dramatique comme à Lille où ce sont 100 P.E.G.C. qui risquent de perdre leur poste. Mardi les instituteurs du département de l'Ain étaient en grève à 95%. Mercredi dans le cortège de l'Est, on entendait ce mot d'ordre : «Longwy, on gagne la». A Paris, des lycées sont en grève depuis plusieurs jours.

Un document qui relate les interventions de Beullac devant les inspecteurs d'académie du Sud-Est est significatif des intentions du ministre de l'Education nationale. On peut y lire notamment :

«Dans l'enseignement primaire, on doit économiser trente mille postes du fait de la diminution des effectifs (cinq cent mille élèves en moins dans quatre ans. ...) Des économies de postes peuvent être réalisées, en adaptant



Mercredi à Paris, les instituteurs contre les suppressions de poste.

les moyens aux besoins. Pour cela, les décisions doivent être prises sur le terrain et il y a lieu de ne pas s'embarrasser de normes qui ont pu être établies dans le passé. (...)

Dans le second degré, les créations de postes seront en nombre très réduit en 1979 (trois cents postes pour les LEP). Mais ce nombre sera insuffisant pour couvrir les besoins nouveaux, et doter les éta-

blissements nouvellement créés. Il faudra donc trouver d'autres moyens sur le terrain.

Le nombre des maîtres auxiliaires, payés cette année sans poste budgétaire, doit passer de 2720 à 1310, d'où une réduction de 48% pour la prochaine rentrée scolaire. Il faudra donc faire un choix parmi les intéressés en tenant compte de l'efficacité, de la discipline enseignée, des

possibilités d'intégration prochaine.

Les chefs d'établissement seront responsables de l'attribution des heures supplémentaires. Dès le mois de mars 1979, ils connaîtront les moyens (postes et heures supplémentaires) dont ils disposeront à la rentrée scolaire. Ils devront s'en accommoder et faire face aux besoins de leur établissement, car aucun moyen supplémentaire ne leur sera donné.

# OU VA L'IRAN ?

Une enquête de Frank Roussel

o Nous publions à partir d'aujourd'hui une série d'interviews de personnes représentatives des forces qui ont contribué au renversement du régime du Shah en Iran. En faisant état du point de vue de militants se réclamant du mouvement islamique, de personnalités ayant appartenu au Front national, des Moudjahidin, des «Fedayin du peuple», de militants marxistes-léninistes, il s'agit de donner un aperçu de positions défendues aujourd'hui parmi les forces politiques en présence au sein de la société iranienne.

Après la chute du régime du Shah, objectif par lequel s'est réalisé un front du peuple iranien, des questions nouvelles se posent avec acuité. Parmi celles-ci : comment vont être ou non réorientées les relations internationales de l'Iran ? Quels sont la nature et l'avenir du nouveau régime ? Qui gouverne réellement ? Jusqu'à quel point l'armée du Shah s'est-elle été remodelée ? De quelle parcelle de pouvoir, de quelles libertés, disposent la classe ouvrière et les masses populaires, aujourd'hui, et demain, après le référendum du 30 mars, dans le cadre d'une «République» que les tenants du mouvement religieux veulent «islamique».

De ce point de vue, beaucoup de choses sont préoccupantes, telles les attaques de fanatiques religieux contre des manifestations à l'appel d'organisations révolutionnaires, il y a quelques semaines, ou

contre des manifestations de femmes au cours des derniers jours. Ces éléments religieux, présents au sein même des «comités Khomeiny», sont le reflet exacerbé de certains courants réactionnaires du mouvement religieux, ils peuvent aussi tirer partie de certains thèmes islamiques rétrogrades mis en avant par Khomeiny lui-même et d'autres tenants du mouvement islamique. Le gouvernement Bazargan, composé pour une large part de personnalités bourgeoises laïques, libérales, souvent tournées vers l'Occident, et qui hier étaient généralement moins radicales que Khomeiny par rapport à l'objectif du renversement de la monarchie, peut faire figure aujourd'hui de défenseur d'une démocratie bourgeoise, mais son pouvoir réel n'est pas évident. En tout état de cause, les garanties concernant les droits démocratiques pour le peuple apparaissent fort limitées.

Lorsque les tortionnaires du régime du Shah, tels que l'ancien chef de la Savak, sont exécutés, leur disparition correspond à une exigence des masses qui ont tant subi sous la tyrannie de la dictature précédente. Mais, quel pouvoir réel du peuple cela reflète-t-il, lorsque ces exécutions sont traitées comme une affaire «privée», décidée et réalisée en «petit comité», en secret, à l'écart des masses, par des forces qui, dans le même temps, défendent des conceptions

rétrogrades dans divers domaines de la vie sociale, tel que le rôle assigné aux femmes dans la société ? Or, la restriction des pouvoirs du peuple n'est-elle pas un terrain favorable aux tentatives de coups d'État, aux ingérences étrangères opposées aux objectifs proclamés de consolidation de l'indépendance, de non-alignement.

Quant à la condamnation, très positive, du parti pro-soviétique Toudeh, ne risque-t-elle pas d'être éteinte lorsqu'elle s'accompagne d'une dangereuse condamnation, systématique et a priori de toute force se réclamant du marxisme ? Ceci, alors même que le Toudeh, qui ne s'embarrasse pas de bornes dans la démagogie, déclare à qui veut l'entendre, que «rien ne le sépare de l'Islam».

Dans l'interview que nous ont accordée trois militants se réclamant du mouvement islamique de Khomeiny et de l'économiste Bani-Sadr, et dont nous commençons aujourd'hui la publication, ceux-ci indiquent leur position ainsi que leur conception de la société. Pour eux, une certaine interprétation de l'Islam doit apporter une réponse aux problèmes de l'Iran. Ils fustigent les «éléments fanatiques» et l'héritage idéologique du Shah. Reste à voir quelle forme concrète peut prendre la «libération sociale» dont il est question ici lorsque, par exemple, est niée la réalité des contradictions de classes dans l'actuelle société iranienne.

## La position des militants du mouvement islamique - 1 -

▷ Comment selon vous s'est déroulée l'insurrection armée ? Comment expliquer la position de l'opposition religieuse et en particulier son refus de déclencher la lutte armée ? Quel a été le rôle des organisations de guérilla dans l'insurrection ?

R : L'Ayatollah Khomeiny avait dit que si la nécessité d'appeler à la lutte armée se faisait sentir, il le ferait. Certaines organisations ont lancé un appel à la lutte armée dans un but bien déterminé. Elles l'ont fait après le départ du Shah, quand tout était fini ou presque. En prétendant être à l'initiative de la lutte armée, elles avaient pour but de créer une division au sein de la lutte contre le régime, afin d'en tirer parti par la suite.

Ce sont des cadets de l'armée de l'air et le peuple lui-même qui ont eu l'initiative. L'armée était divisée en trois parties, la première proche de Khomeiny, la seconde neutre et la troisième, minoritaire était avec les «Immortels», les soldats «jusqu'au-boutistes» du Shah. Khomeiny a lancé un premier appel aux militaires, il y a six mois, à un moment où on considérait l'armée comme un corps solide face au peuple désarmé. L'appel de Khomeiny a révélé que l'armée n'était pas si unie qu'on le disait. Il s'agissait d'isoler la base du sommet de l'armée et de couper le Shah de son pilier. Nous voulions éviter un bain de sang.

Khomeiny a pris une initiative importante le jour du déclenchement de l'insurrection en demandant au peuple de ne pas respecter le couvre-feu qui avait été décrété par Bakhtiar. Ce n'est pas une lutte de guérilla qui a réussi en Iran, c'est une lutte du peuple, par des grèves et par des manifestations.

▷ Khomeiny a brandi la menace de la lutte armée contre le régime du Shah, mais jamais appelé à son déclenchement. On a dit que des appels auraient même été lancés par lui pendant l'insurrection pour que les insurgés déposent les armes ? Cette attitude doit-elle être mise en rapport avec les négociations qui se menaient alors avec l'armée ?

R : Il est absurde de croire que les religieux aient pu demander au peuple de ne pas venir en aide aux militaires qui l'avaient déjà soutenu. Au contraire, les religieux ont demandé au peuple d'aller rejoindre les militaires de l'armée de l'air. Il y avait des contacts entre les proches de Khomeiny et les généraux au cours desquels on essayait d'expliquer à ceux-ci qu'ils étaient perdants quoi qu'ils fassent et que la seule solution qui leur restait était de rejoindre le camp du peuple, la base de l'armée étant déjà acquise à l'idée de rejoindre le peuple. Les négociations avec l'ar-

mée n'ont commencé qu'une semaine avant l'insurrection, alors que la plupart des soldats fraternisaient avec le peuple. C'est seulement à partir de ce moment que les généraux sont venus négocier.

▷ L'épuration de l'armée va-t-elle se poursuivre ? Que pensez-vous de la revendication exprimée par de nombreux soldats qui réclament la création d'une armée populaire ? Vous-mêmes, qu'entendez-vous par «armée populaire» ?

Les choses ne se font pas du jour au lendemain, déjà une certaine de généraux ont été démis de leurs fonctions. Khomeiny part de la constatation qu'il n'y a que 50 000 de ses partisans qui sont capables de former une garde nationale, il faut donc assurer la transition en éduquant l'armée pour qu'elle devienne une armée populaire, mais je ne sais pas exactement comment. L'armée sera intégrée à la population, c'est-à-dire que tout individu sera à la fois responsable dans son foyer, dans son quartier ou sa région et préparé à défendre les frontières de son pays mais pas à attaquer.

▷ Qu'est-ce qui a changé en Iran ? Qu'est-ce qui reste à changer ?

R : La bourgeoisie liée aux intérêts étrangers a été chassée du pouvoir. Dans une société isla-

mique, la bourgeoisie n'existera pas, car il n'y aura pas de terrain d'établissement pour cette classe. La classe dominante se maintient au pouvoir par le moyen du pétrole. Si on ne vend plus le pétrole brut et si on le raffine nous-mêmes, on obtiendra les marchés nécessaires à l'économie, alors cette classe dominante n'aura plus de raison de se maintenir. Il faut établir un système qui ne permettra pas une accumulation du pouvoir. Le peuple tout entier devra participer à l'élaboration, chacun apportera sa part de réflexion et de génie.

— Les termes de «classes» comme ceux d'«ouvriers» ou de «bourgeoisie» ont perdu leur sens en Iran car ces notions étaient basées sur une conception économique des choses. On définissait une classe à partir de ses caractéristiques économiques, de ses intérêts, de sa place dans la société. On construisait des pôles contradictoires dans la société et on espérait toujours que ces forces interagissantes puissent donner une résultante. Désormais, on définit les gens sur la base de ce que chaque individu est une créature divine dans le cadre d'une société qui doit être égalitaire. Chaque individu devra se demander si ses exigences et ses revendications sont en rapport avec les principes islamiques et avec le service de Dieu.

▷ Mais la nouvelle constitution garantira-t-elle les droits démocratiques pour le peuple ?

R : Bien sûr, elle garantira les libertés fondamentales. Les travailleurs seront libres de manifester, de faire grève, il faut qu'ils revendiquent, si jamais leurs besoins ne sont pas satisfaits. L'un des principes de l'Islam est de revendiquer, de protester. Il ne faut pas se contenter de ce qu'on a obtenu, il faut être actif et relatif. On doit continuer à avancer jusqu'à notre société égalitaire idéale.

▷ Depuis la chute du régime du Shah, des gens qui ont lutté pour son renversement, des organisations comme celle des «Fedayin du peuple», ont critiqué le manque de liberté d'expression, d'accès aux grands moyens d'information. Quel est votre point de vue là-dessus ?

R : Tout le monde a plus ou moins accès aux moyens d'information. Au début, on ne pouvait pas donner la parole à toutes les organisations. La radio était mobilisée pour certaines choses, par

exemple, lancer des appels pour des dons du sang.

— M. Bani Sadr, à la radio, a invité tous ceux qui ont des idées sur le futur gouvernement à venir exposer leur point de vue sur les ondes, et débattre sur ce que devra être le programme du nouveau régime.

▷ Le directeur de la radio-télévision, nommé par le gouvernement Bazargan, Godzabeh, ne paraît pas avoir cette conception de la démocratie ?

Il est vrai que la censure existe à la radio et à la télévision. Par exemple, c'est une erreur de ne pas expliquer au peuple les raisons des exécutions comme cela se produit actuellement.

— On ne peut pas accuser dès maintenant le nouveau gouvernement.

— Si on n'obtient pas d'explications du nouveau gouvernement, il faut recommencer la lutte, faire des manifestations. Le directeur de la radio-télévision n'est pas seul en cause, le conseil révolutionnaire islamique l'est aussi.

— Malgré son échec, certains aspects fascistes du régime du Shah ont pénétré dans le peuple iranien. Les entraves à la démocratie, ce sont des séquelles du «lavage de cerveau» fait par le régime du Shah, durant tant d'années. Il faut du temps pour sortir de ce cadre.

▷ Comment expliquez-vous l'attaque de manifestations d'extrême-gauche par certains éléments religieux ?

— Il y a des fanatiques partout. — Le Shah a laissé un lourd héritage derrière lui. Dans une société où personne ne pouvait s'exprimer, la nécessité de s'exprimer une fois libérée, peut être utilisée de manière négative. Il faut voir aussi que la plupart des Iraniens ne connaissent le communisme qu'à travers le parti Toudeh, qui a trahi le peuple iranien et sa lutte contre le régime du Shah. Khomeiny a toujours dit que tout le monde aura la liberté d'expression mais pas la liberté de destruction. Les partis, les journaux seront légalisés, la liberté d'expression sera garantie à la télévision, sauf pour le parti Toudeh.

— Une organisation de l'étranger comme le Toudeh ne pourra être légalisée. La direction du Toudeh dépendant de l'URSS, les Iraniens ne peuvent accepter ce parti.

— En Iran, nous avons l'expérience de 53 (1), nous sommes conscients de la nécessité de préserver notre indépendance.

### L'ANTICOMMUNISME DANS LE MOUVEMENT RELIGIEUX

#### Selon les marxistes-léninistes iraniens

«Le courant des religieux progressistes et anti-impérialistes dont le principal représentant est l'Ayatollah Khomeiny, chef chiite incontesté, a regroupé les diverses couches populaires, plus précisément la bourgeoisie nationale progressiste du bazar et surtout la petite-bourgeoisie pauvre et moyenne. C'est pourquoi les religieux progressistes et à leur tête l'Ayatollah Khomeiny, en tant que représentant des intérêts économiques et politiques de ces couches de la société, ont préconisé la lutte jusqu'au bout pour le renversement de la monarchie jusqu'au bout pour le renversement de la monarchie et de l'oppression impérialiste, l'instauration d'un régime «égalitaire» et la restauration de l'indépendance nationale du pays.

La tradition du shiisme, ainsi que certains thèmes populistes de cet islam interprété révolutionnairement par les tenants du courant religieux, ont servi de stimulants idéologiques et spirituels au mouvement déclenché par les religieux patriotes. Cependant, c'est dans le mécontentement profond et la colère des masses que se trouvaient les racines de ce mouvement auquel l'Islam a servi de justification et de couverture idéologique. C'est pourquoi ce courant a été dans son ensemble fortement radical et résolu dans la lutte, comme en ont témoigné les positions irréconciliables de Khomeiny contre la monarchie, la famille des Pahlavis, la domination de l'impérialisme et de ses divers agents, contre les

diverses manœuvres de l'administration Carter et de la Cour (...).

D'autres considérations s'imposent en ce qui concerne le courant religieux représenté par Khomeiny. Il s'agit avant tout du problème de l'anticommunisme présent au sein de certaines forces musulmanes, et qui a fini par atteindre Khomeiny, longuement et puissamment soumis à la pression de ces forces musulmanes anticommunistes (...).

D'une manière ou d'une autre, cet anticommunisme, en partie dirigé contre le parti révisionniste Toudeh, et les faux communistes, vise aussi les véritables communistes qui luttent au sein des masses et aux côtés de tous les révolutionnaires, musulmans compris, contre la réaction et l'impérialisme. C'est l'aspect négatif de la propagande des forces musulmanes militantes, aspect qui porte évidemment atteinte à l'unité du peuple et de tous les révolutionnaires.

(...) Parmi les autres points négatifs de ce courant chiite, on peut relever le fait que l'influence grandissante de l'idéologie islamique chiite, en dépit de ses points positifs, est dans l'ensemble un facteur faisant obstacle au développement d'une conscience véritablement révolutionnaire, scientifique et communiste dans la société (...).

«Union de lutte pour la création du parti de la classe ouvrière d'Iran»

(1) La direction du parti Toudeh ne fit rien pour s'opposer au coup d'État du Shah en 1953, et renonça à toute lutte contre son régime.

Demain, la suite de cette interview

Begin et Sadate acceptent les propositions de Carter

## LE REGLEMENT US MASSIVEMENT REJETE EN CISJORDANIE

Le cabinet israélien a accepté, par un vote sans surprise, les deux dernières propositions encore en suspens, à la grande satisfaction de Carter. L'échange d'ambassadeurs se fera donc, selon la demande égyptienne, un mois après le retrait des troupes israéliennes du Sinaï. Quant au pétrole du Sinaï qui revient à l'Égypte, les USA le compenseront en garantissant à Israël un approvisionnement en pétrole pendant 15 ans. Si la presse américaine parle d'un retour « triomphal » de Carter aux USA, le ministre égyptien des Affaires étrangères ne cache pas que « les difficultés qu'il nous reste à franchir maintenant sont plus importantes que celles que nous avons dû affronter ces 18 derniers mois ». Les dirigeants sionistes prévoient déjà que les relations avec l'Égypte pourraient se gâter dès qu'il va s'agir de discuter la question de l'autonomie de la Cisjordanie, qui, — est-il besoin de le préciser ? — est totalement absente du traité de paix séparée israélo-égyptien.

Dans les territoires occupés, la visite de Carter a été l'occasion de grèves et de manifestations d'une rare ampleur depuis samedi : à Ramallah et El Bireh, la grève était générale. A plusieurs reprises,

les jeunes ont dressé des barricades et ont affronté les forces d'occupation sionistes. Des heurts violents se sont produits également entre des jeunes manifestants et des sionistes membres de groupes fanatiques. De très nombreuses personnalités des territoires occupés, y compris certaines qui avaient soutenu la démarche de Sadate, comme le maire de Gaza, ont condamné le projet de traité de Carter. Ces personnalités ont réaffirmé leur soutien à l'OLP, seul représentant du peuple palestinien.

A Beyrouth, Yasser Arafat a appelé les pays arabes à boycotter l'Égypte, conformément aux décisions de la conférence de Bagdad, si elle signalait le traité avec Israël. Les gouvernements syrien et irakien se sont déclarés prêts à appliquer ces sanctions.

En Jordanie, le projet de traité a été rejeté officiellement deux heures après l'annonce de l'accord. Radio-Amman a déclaré que l'accord accepté par Sadate aboutissait à « la consécration de l'occupation israélienne du Golan, de la Cisjordanie et de Gaza », ajoutant : « C'est un mirage politique qui s'effondrera rapidement dans les sables mouvants du Proche-Orient ».

## Les bantoustans de Begin

Qu'est-ce exactement que le plan d'autonomie prévu par les sionistes pour la Cisjordanie et Gaza ? On a pu dire que l'autonomie prévue pour les Palestiniens leur donnait encore moins de droits que ceux dont disposent les Africains dans les bantoustans (réserves) des racistes d'Afrique du Sud. Un journaliste du journal

### 1) LA SECURITE EXTERIEURE

« Tant que durera le conflit israélo-arabe, et qu'il existera pour Israël un danger militaire, il lui faudra absolument, pour sa sécurité :

- un système d'alerte avancé, actionné manuellement et pas seulement de façon automatique ou par radar.

- maintenir sur la rive occidentale (du Jourdain en Cisjordanie NDLR) une force militaire suffisante pour arrêter une éventuelle attaque-surprise venant de l'Est.

- avoir le droit de renforcer ces unités en cas de nécessité.

- garder des unités régulières pour surveiller la frontière et prévenir des infiltrations venant de pays voisins. (...).

En ce qui concerne la présence — indispensable — de notre armée sur la rive occidentale, les accords ne précisent, ni la nature, ni l'importance de ces unités, ni les systèmes d'armements dont elles pourront disposer. Ils disent simplement qu'il faudra déterminer les bases de stationnement, sans en indiquer le nombre. Israël a déjà rejeté la proposition

égyptienne, demandant que ces emplacements soient fixés par une commission mixte israélo-arabe, et nous serons donc seuls à décider de cette localisation. De plus, rien dans les accords ne stipule que notre présence militaire dans la région doit être statique.

(...) Etant donné que les accords ne précisent pas la nature des forces qui seront maintenues, nous pourrions avoir là en priorité des unités blindées, ce qui nous assurerait un plus grand nombre d'hommes prêts au combat. Les camps d'entraînements pourraient être ramenés ailleurs, dans le Neguev ou en Galilée.

(...) Pour que notre système d'alerte avancé soit efficace, il faudrait qu'Israël garde le droit d'avoir sur la rive occidentale des entrepôts pour stocker le matériel nécessaire à l'équipement des forces qui seraient envoyées sur la frontière Est en cas de guerre. Notre armée doit aussi être en mesure d'envoyer des renforts à cette frontière si la situation l'exige : par exemple si les forces jordaniennes font mouvement, ou si les Syriens ou les Irakiens pénètrent en Jordanie. Ces renforts seraient envoyés sur

l'heure, et pourraient rester en place aussi longtemps que les responsables militaires le jugeraient nécessaire.

### 2) LA SECURITE INTERNE

Les services de sécurité israéliens auront-ils le droit de poursuivre les terroristes opérant à l'intérieur de la Ligne verte ? Nos hommes pourront-ils arrêter et interroger les Arabes des territoires « autonomes » soupçonnés d'activités hostiles ou d'appartenance à une organisation terroriste ?

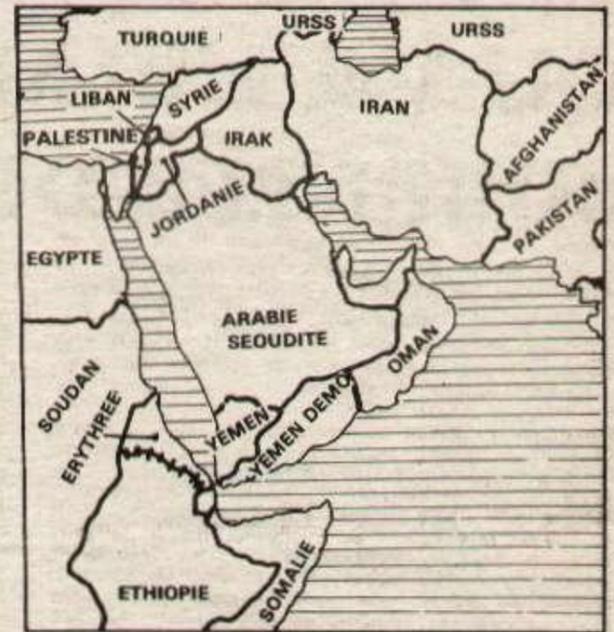
Ce sont là deux des nombreuses questions que pose, pour notre sécurité, l'autonomie telle que la présentent les accords de Camp David, et sur lesquelles ils sont très peu explicites. Il n'a pas été possible de s'entendre sur le terme de « sécurité interne » parce que, dans le cas envisagé, la sécurité ne sera pas mise en péril seulement par la pose des bombes ou le blocage des routes : l'ordre public et la sécurité d'Israël seront tout autant menacés par la subversion politique.

(...) Les accords de Camp David prévoient la suppression du gouvernement militaire après les élections qui désigneront les autorités du régime autonome. Mais Israël — d'après le conseiller juridique du gouvernement, le Prof. Barak — n'interprète pas le mot « removal » utilisé dans le texte comme une disparition mais comme un transfert du gouvernement militaire,

qui pourrait continuer de fonctionner à partir du ministère de la Défense, à Tel-Aviv. C'est de lui que le conseil administratif autonome recevrait son autorité.

Que disent les accords à propos de la sécurité interne ? Que « toutes les mesures appropriées devront être prises pour assurer la sécurité d'Israël et de ses voisins pendant la période intérimaire et au-delà ». Que, à cet effet, « une importante force de police locale sera mise sur pied par les autorités autonomes. Elle sera constituée par des habitants de la rive occidentale et de Gaza, et elle restera en contact constant avec les autorités israéliennes, jordaniennes et égyptiennes qui auront été désignées pour aider à maintenir la sécurité interne ». Et ailleurs : « Pour empêcher des troubles, une commission sera constituée à la suite d'un accord, pour examiner les modalités de retour des habitants qui ont été chassés de chez eux en 1967 ».

C'est là une formulation volontairement ambiguë. Israël peut estimer que cette rédaction « à double sens » peut l'aider à faire valoir les conditions nécessaires à sa sécurité, sur deux plans essentiels : 1) La lutte contre les activités terroristes. 2) La lutte contre la subversion politique, afin d'empêcher la création d'un État palestinien par une extension de l'influence dans les territoires concernés, de l'OLP et des organisations terroristes. Deux objectifs qui risquent de nous causer bien des désagréments à l'avenir. ».



## Conflit entre les deux Yemens : INTERVENTION ACCRUE DES SUPER-PUISSANCES

Bien que le « désengagement » des forces en présence du Nord-Yemen et du Sud-Yemen ait été décidé, il semble que des bombardiers Mig 21 du Sud-Yemen aient à nouveau attaqué le territoire du Nord-Yemen. Cependant Khaddan, ministre des Affaires étrangères syrien, membre de la commission de conciliation de la Ligue arabe, a affirmé que le cessez-le-feu allait devenir effectif et s'est déclaré confiant pour la réalisation du désengagement.

L'administration américaine, qui a déjà montré sa volonté d'intervenir en proposant l'installation d'une base militaire dans la région du Golfe, a décidé d'accélérer ses livraisons d'armes au Yemen du Nord. Il s'agit de bombardiers, de tanks ultra-modernes et d'armes anti-aériennes. Plusieurs dizaines d'experts militaires américains accompagnent ces équipements. De plus, le secrétaire d'Etat Crawford a annoncé que les USA envisageaient d'envoyer 300 conseillers militaires au Yemen dans les années à venir. Crawford a déclaré : « Une défaite du Nord-Yemen dans le conflit qui l'oppose à son voisin du Sud, soutenu par l'URSS et Cuba, porterait atteinte aux intérêts américains dans la région et à ceux de l'Arabie Saoudite... Près d'un million d'ouvriers yéménites travaillent dans les puits de pétrole et autres industries en Arabie Saoudite et si un régime progressiste s'installait à Sanaa, ces travailleurs pourraient représenter une force dangereuse ». En même temps, Carter déplace plusieurs navires de guerre de l'Océan Indien vers le Golfe, notamment le porte-avions Constellation.

### LA COURSE AUX BASES DANS L'OCEAN INDIEN

Kossyguine, au cours du voyage qu'il effectue actuellement en Inde, a violemment dénoncé le renforcement de la présence américaine dans la région du Golfe et dans l'Océan Indien. Il a déclaré : « Nous défendons l'idée selon laquelle l'Océan Indien doit être une zone de paix. Nous n'avons de bases nulle part dans l'Océan Indien et tout rapport prétendant le contraire est erroné ». C'est avec une hypocrisie sans bornes que Kossyguine nie que le renforcement de la flotte américaine se fait dans le cadre d'une course effrénée des deux superpuissances pour le contrôle de la région. En effet, l'URSS qui ne cesse elle-même d'accroître sa flotte dans l'Océan Indien, dispose de bases au Yemen du Sud, de bases d'amarrage permanentes au large de l'Afrique Australe. L'URSS a tenté d'obtenir une base aux Seychelles et a même voulu acheter une île de l'Océan Indien pour faire pièce à la base américaine de Diego Garcia : c'est ainsi que l'adjoint de Brejnev fait le bon apôtre en reprenant la revendication des pays de l'Océan Indien en faveur de la « zone de paix ». Il faut également rappeler que l'envoi de conseillers américains a été précédé par l'envoi de grandes quantités d'armes et de milliers de conseillers soviétiques, cubains et Allemands de l'Est au Yemen du Sud. La réaction spectaculaire de Carter aujourd'hui ne doit pas faire oublier la politique interventionniste et hégémoniste de l'URSS qui s'est accélérée au Yemen depuis le coup d'Etat prosoviétique de juillet.

## Session extraordinaire de l'Assemblée JOURNEES DE DUPE

On savait l'inutilité de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale. On ne s'attendait cependant pas à un tel étalage de magouilles et de manœuvres, qui confirme, s'il en était besoin, que cette session répond aux seuls intérêts des politiciens de droite et de gauche.

Deux points étaient inscrits à l'ordre du jour : les problèmes de l'emploi, et une discussion sur « l'information » qui devait donner naissance à la création d'une commission parlementaire d'enquête. RPR, PS et PCF s'étaient mis d'accord sur cet ordre du jour... sans préciser par quoi il fallait commencer. Première magouille : la conférence des présidents de groupe, chargée d'ordonner les points de discussion, choisit de commencer par l'emploi. Non parce qu'il s'agit là d'un problème prioritaire, qui préoccupe particulièrement les travailleurs. Pas du tout. En choisissant cet ordre de discussion, les partis de gauche se donnaient simplement la possibilité de déposer et de discuter d'entrée de jeu leurs motions de censure. L'UDF s'abstient, pour mettre Chirac dans l'embarras. Lui qui a fait des pieds et des mains pour que l'Assemblée soit convoquée, se trouve donc dans l'obligation de subir une discussion sur des motions de censure dont il ne veut pas, et que les députés RPR ne voteront pas. C'est l'arroseur arrosé, le magouilleur magouillé.

De fait, cette petite manœuvre alimentera l'essentiel des conversations de couloirs tout au long de la journée de mercredi.

Ce n'est pas tout. Dans leurs discours, Marchais et Mitterrand ont rivalisé d'éloquence, de fermeté, de détermination, pour condamner la politique de Barre et pour tenter de montrer qu'ils sont du côté de ceux qui luttent. Mais ils ont déposé chacun leur motion de censure, certains au départ qu'elle ne servirait à rien. Pour le PS, Barre est coupable « d'accepter les conséquences de la restructuration du capitalisme multinational ». Pour le PCF, Barre est respon-

sable « d'accepter l'hégémonie économique et politique de l'Allemagne de l'Ouest sur l'Europe occidentale sous la haute tutelle des Etats-Unis ».

En somme, le reproche adressé à Barre et au gouvernement, c'est de se laisser faire.

Et le RPR de Chirac, qui avait œuvré à la convocation de cette session ? Il se taisait, et il s'inquiétait. Le bruit courait en effet mercredi soir que les partis de gauche ne soutiendraient même pas la proposition de créer une commission d'enquête sur l'information. Ils étaient pourtant d'accord il y a quelques jours encore, mais comme le disait le groupe PCF : « Nous

n'avons accepté l'ordre du jour du RPR que contraints et forcés ».

Dès lors, le bilan de cette session extraordinaire est facile à faire. Les limites de Chirac ont été une fois de plus mises en lumière de manière criante : il parle fort, il menace, mais il ne peut pas aller plus loin. Les partis de gauche, eux, ont bien montré qu'ils étaient résolument divisés, et que leur lutte contre le gouvernement Barre se résumait à des discours. Dans ces circonstances, Barre, lui, a pu parader. Il était bien plus à l'aise devant cet aéropage de politiciens que face aux vrais problèmes, et à ceux qui en sont vraiment victimes, les travailleurs.



## Tchad : conférence de Kano UN PAYS DECHIRE PAR LES INTERVENTIONS

A la conférence de Kano au Nigéria, différentes parties en cause dans le conflit du Tchad se sont réunies : plusieurs fractions du FROLINAT qui contrôlent le Nord du pays, ainsi que le président Malloum et le Premier ministre Habre qui se disputent ce qui reste du gouvernement central à Ndjamena.

Le Président du Nigéria, dans son allocution d'ouverture, s'est déclaré favorable à l'unité nationale du Tchad. En cela, il s'est opposé aux plans de partition ou de fédération qui sont avancés en particulier par l'impérialisme français. Après avoir soutenu pendant plus de dix ans, par des interventions militaires répétées qui se poursuivent aujourd'hui, un gouvernement néo-colonial opprimant les populations du Nord, l'impérialisme français, pour tenter de sauvegarder ses positions, soutient un plan de partition

qui lui permettrait au moins de garder une zone d'influence au Sud. Quant à la Libye, elle soutient un plan analogue pour satisfaire ses visées expansionnistes sur certaines régions du Nord riches en pétrole et en uranium : un « Nord-Tchad musulman » serait ainsi soumis à l'influence du régime de Khadafi, d'autant plus qu'il dispose déjà de points d'appui au sein de certaines fractions du FROLINAT. Derrière les sanglants affrontements des dernières semaines entre Malloum et Habre, il faut voir la politique cynique de l'impérialisme français, qui après avoir soutenu Malloum, puis tenté de faire fonctionner un tandem de ces deux hommes, prétend maintenant soutenir Habre parce qu'il estime qu'il peut s'imposer au Nord. Dans le cadre de la conférence de Kano et de l'OUA, il est probable que les projets de partition

ou de fédération, mettant en danger l'unité nationale du Tchad, seront combattus. Un projet de conférence patronné par Giscard a été pour le moment rejeté.

A Alger, le secrétaire général adjoint du FROLINAT (tendance Abba Sidick) a déclaré à propos des développements actuels du conflit : « La France encourage cette guerre fratricide et prêche la division de notre peuple en se servant de Malloum et de Habre qui sont tous deux des hommes de la France. Son projet de fédération en est l'illustration. Son souhait aurait été de réunir toutes les tendances à Ndjamena, même sous la protection de ces troupes... En jouant sur les deux tableaux, Malloum et Habre, elle espère aiguïser les contradictions et pourrir la situation au point où son idée de fédération — un Nord musulman et un Sud

catholique — finirait par s'imposer d'elle-même. Elle garantit son soutien au Sud et en même temps elle multiplie les assurances pour le Nord... Vu le drame que traverse le Tchad, il ne pourrait y avoir que deux issues. Ou alors le Tchad disparaîtra, ou bien nous irons vers un Tchad nouveau et uni. Pour cela, il faudrait que Malloum et Habre s'effacent de la scène politique tchadienne ».

### ANGOLA : RAID SUD-AFRICAIN

Mercredi, l'aviation sud-africaine a bombardé un camp de réfugiés namibiens, prétextant qu'il s'agirait d'une base de la SWAPO.

## Après Usinor, Sacilor confirme les licenciements

Mayoux, PDG de Sacilor-Sollac, l'a confirmé mercredi : il y aura bien 8 500 licenciements dans le groupe, soit 25 % des effectifs. C'est l'application intégrale et brutale des décisions prises fin décembre 1978. Pour l'instant le groupe Sacilor laisse le plus grand flou sur les usines ou les secteurs qui seront liquidés dans un but évident de division en laissant à chacun des travailleurs l'espoir de conserver son emploi.

— Mercredi soir à Denain les sidérurgistes ont bloqué la rocade autoroutière de la ville ainsi que la voie ferrée qui dessert Usinor-Denain.

— Toujours mercredi une délégation des sidérurgistes de Longwy a manifesté au parlement européen à Strasbourg, pendant qu'une centaine de retraités des mines de fer de Lorraine bloquaient la gare de Dommary-Baroncourt dans la Meuse pour protester contre la baisse de 550 F de leurs allocations.

— Par ailleurs des arrêts de travail ont eu lieu hier à la Sollac. La Solmer s'est mise en grève pour exiger la levée des sanctions frappant certains travailleurs, pour des augmentations de salaire et la cinquième équipe.

## Vietnam : Le retrait des troupes chinoises se poursuit

D'après des informations venant d'Asie du Sud-Est, il semble que le retrait des troupes chinoises du Vietnam se poursuive progressivement, en dépit de duels d'artillerie avec l'armée vietnamienne. La télévision chinoise a montré des images des soldats chinois quittant le Vietnam et repassant la frontière. Le gouvernement vietnamien, ne répondant toujours pas aux offres de négociation de la Chine, multiplie les accusations sans fondement contre l'armée chinoise, et dénonce de prétendus « préparatifs de nouvelle offensive ».

A l'occasion d'une rencontre de Brejnev avec le Polonais Gierek, l'URSS a réaffirmé son soutien à la

politique expansionniste du Vietnam en Asie du Sud-Est. Dans un communiqué commun, Brejnev et Gierek promettent l'aide nécessaire au Vietnam. Il semble que cela comprenne l'aide militaire. Au début du mois, déjà, Brejnev avait signé un communiqué analogue avec le dirigeant hongrois Kadar. Il s'agit aujourd'hui de resserrer les rangs des pays du Pacte de Varsovie et de tenter de les impliquer directement dans la politique hégémoniste de l'URSS en Asie du Sud-Est. Ces tentatives ont été dénoncées par la Roumanie, Brejnev fait donc pression davantage pour associer les pays de l'Est à ses entreprises asiatiques.

## ● Iran : Khomeiny donne le coup d'envoi de la campagne pour le referendum

Khomeiny a amorcé la campagne des religieux en faveur d'une république islamique (référendum le 30 mars), par un discours dénonçant les agents de l'impérialisme « qui organisent des manifestations non-islamiques et créent la division parmi nous ». Cette formule ambiguë a pour but d'amalgamer les véritables ennemis du régime iranien, avec ceux qui dénoncent certains aspects réactionnaires des religieux : les femmes qui ont manifesté ces derniers jours contre le port du voile et l'extrême-gauche qui reste vigilante. Les difficultés persistent entre Bazargan et Khomeiny sur le pouvoir qu'exerce en réalité le gouvernement, alors que la plupart des décisions continuent d'être prises par les comités Khomeiny. Face à cette situation, le ministre des Affaires étrangères Karim Sandjabi aurait démissionné, cette nouvelle est toutefois démentie par un porte-parole du ministère.